



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHALON ENERGIE SA

16 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 40617
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AV/VV/2025/C_88
Code AIOT : 0005401173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CHALON ENERGIE SA implanté Rue Jean Giraudoux 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en une vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHALON ENERGIE SA
- Rue Jean Giraudoux 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401173
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHALON'ENERGIE, filiale à 100% de la société ENGIE Solutions, bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 janvier 2018 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 07 mars 2025 pour l'exploitation d'une chaufferie urbaine dite « Chaufferie Aubépins » à Chalon-sur-Saône (71) d'une puissance totale de 38 MW PCI.

En 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des modifications du site dans le cadre d'une réhabilitation et du passage en basse pression du réseau. Ainsi, le générateur G7 a été arrêté et démantelé et un nouveau générateur G15 a été mis en service à la fin du mois de février 2025.

Le site présente :

- 1 chaudière biomasse de 4,9 MW (G8) ;
- 1 chaudière gaz naturel de 17,5 MW (G10) ;
- 1 chaudière gaz naturel de 15,6 MW (G15).

Un compresseur présent dans le bâtiment des anciens générateurs au charbon (G4 et G5) a été conservé pour le fonctionnement de l'ensemble des installations actuelles.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- la présence d'anciennes structures se rapportant aux anciens générateurs à charbon qui pourraient être démantelés sans préjudice pour le fonctionnement de l'exploitation ;
- le démantèlement de la chaudière G7(remplacée par G15) ;
- le démantèlement en cours de la chaudière G6.

Pour mémoire, les anciens générateurs G4 et G5 au charbon sont dé raccordés hydrauliquement. Un périmètre de sécurité est réalisé à l'aide de barrière type Héras opaque autour de G4, G5, G6. Cette clôture permet de mettre à l'écart le périmètre des générateurs mis à l'arrêt et d'éviter leur accès. Le démantèlement de deux anciens générateurs charbon n'est pour le moment pas concerné par les avenants à la délégation de service (coûts importants dus à la présence d'amiante).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 11/04/2025, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	3 mois
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Qualité de la biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-12-14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Lot de combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11 - 12 et 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57 - 58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62 et 56-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et 74-IV - 76 - 80	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Eaux résiduaires - VLE et fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 4.4.9 - 4.4.12 - 9.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Nuisances sonores	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 7.1 - 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est relevé plusieurs conformités :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des analyses réalisées sur la biomasse, ni que la fréquence des analyses correspond aux exigences de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- l'exploitant n'est en mesure ni d'informer l'inspection des installations classées ni de s'assurer du refus des livraisons en cas de résultats d'analyses dépassant les seuils (puisque'il n'a pas accès aux résultats d'analyse) conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'analyses de dioxines et furanes sur les cendres volantes ni d'une fréquence de contrôle des cendres semestrielle (ou trimestriels en cas de dépassement des seuils) ;
- le registre présenté par l'exploitant (plateforme DDS de SOVEN) ne présente pas la fiche d'identification de chaque lot et ne permet pas le lien vers les résultats d'analyse ;
- les fiches d'identification ne comportent pas la quantité réceptionnée exprimée en MWh PCI ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle annuel de la chaudière biomasse G8 pour 2024 ;
- les paramètres HF et HCl n'ont pas été contrôlés en 2022 et 2023 et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle de ces paramètres pour 2024 ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle annuel du rejet R3 (eaux pluviales).

Plusieurs demandes de justificatifs sont également formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2025, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débutée avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée

(code NACE) ;

- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'inspection a vérifié le registre MCP (mise à jour en mai 2025) et l'installation CHALON'ENERGIE - Aubépins à Chalon-sur-Saône est enregistrée.

Il est indiqué 3 appareils pour une puissance totale de 39,5 MW.

Le site présente :

- 1 chaudière biomasse de 4,9 MW (G8) ;
- 1 chaudière gaz naturel de 17,5 MW (G10) ;
- 1 chaudière gaz naturel de 15,6 MW (G15).

Soit une capacité autorisée de 38 MW (arrêté préfectoral complémentaire du 07 mars 2025).

Constat 01-06052025 : le registre MCP n'est pas conforme à la situation administrative du site connue de l'administration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 01-06052025 : l'exploitant mettra à jour les données relatives au site des Aubépins, via le formulaire « démarche simplifiée » disponible à cette adresse : <https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8						
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1						
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ; - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>						
Constats : <p>Les installations du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 chaudière biomasse de 4,9 MW (G8) ; • 1 chaudière gaz naturel de 17,5 MW (G10) ; • 1 chaudière gaz naturel de 15,6 MW (G15). 						
Nom de l'appareil	N° de conduit	Type appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Année de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées
G8	2	Chaudière	4,9	2004	Biomasse	Filtre à manche

G10	3	Chaudière	17,5	2018	G a z n a t u r e l	-
G15	4	Chaudière	15,6	2025	G a z n a t u r e l	-

L'exploitant a présenté le fichier de suivi complet des combustibles. La consommation est en 2024 de :

- 8 477 MWh (PCI) de biomasse / 2 827 tonnes de biomasse
- 10 179MWh (PCS) de gaz naturel

En ce qui concerne la biomasse, le combustible répond aux critères de la biomasse exigés pour relever de la 2910-A.

La chaufferie biomasse utilise exclusivement comme combustible des plaquettes forestières avec des garanties sur leur origine conforme aux certifications PEFC ou FSC. Les approvisionnements sont normalement limités à un rayon de 100 km autour de la chaufferie, pouvant inclure les départements de la Saône-et-Loire, de la Nièvre, du Jura, de la Côte-d'Or, du Doubs et de la Haute-Saône (charte interne Engie).

Constat 02-06052025 : en 2024, la distance maximale relevée est de 143 km.

La distance moyenne est de 66 km.

Les spécifications du combustible incluent des exigences précises en termes de granulométrie (classe P100-F10), d'humidité (comprise entre 30 % et 50 %, correspondant à la classe M50) et de taux de cendres (≤ 3 %, classe A3.0). L'exploitant vérifie lors de chaque livraison le taux d'humidité qui est mesurée conformément à la norme NF EN ISO 18134-1.

Un bon de pesée manuscrit renseigne la provenance, le fournisseur, le poids et le taux d'humidité. Ces bons sont enregistrés dans un registre et dans un portail informatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 02-06052025 : l'exploitant justifiera de cet écart à la charte interne du groupe Engie et veillera à maintenir les approvisionnements dans le périmètre de 100 km autour de la chaufferie des Aubépins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Qualité de la biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-12-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Combustible biomasse b(v)

Prescription contrôlée :

Article 10

I. Les déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :

Composé - Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)

Mercure, Hg = 0,2

Arsenic, As = 4

Cadmium, Cd = 5

Chrome, Cr = 30

Cuivre, Cu = 30

Plomb, Pb = 50

Zinc, Zn = 200

Chlore, Cl = 900

PCP = 3

PCB = 2

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. Les cendres volantes issues de la combustion de déchets répondant au b (v) de la définition de biomasse respectent les teneurs suivantes (en mg/kg de matière sèche) :

Cd : 130 ;

Pb : 900 ;

Zn : 15 000 ;

Dioxines et furanes : 400 ng I-TEQ/ kg.

Article 12

- une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté, sur un lot, toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible. Les modalités de prélèvement et d'analyses ainsi que les teneurs maximales autorisées sont fixées au I de l'article 10 ;
- une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté dans les cendres volantes une fois par semestre.

Article 14

I. - Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot conformément à l'article 12 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis au I de l'article 10 du présent arrêté, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible. Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de la conformité aux seuils définis au I de l'article 10 du présent arrêté.

II. - Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot ou lorsque les résultats d'analyses réalisées sur les cendres volantes conformément à l'article 12 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis respectivement au I ou au II de l'article 10 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois.

La fréquence de l'ensemble des analyses réalisées au titre de l'article 12 du présent arrêté est alors doublée par :

- une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés au I de l'article 10 du présent arrêté effectuée sur un lot toutes les 500 tonnes fournies, et au minimum une fois par semestre ;
- une analyse de la teneur en métaux et dioxines visés au II de l'article 10 du présent arrêté effectuée dans les cendres volantes une fois par trimestre.

III. - Les fréquences d'analyses sur lot et dans les cendres volantes sont rétablies aux fréquences prévues à l'article 12 dès lors que deux résultats d'analyses consécutifs sur lot et deux résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 10 du présent arrêté.

Constats :

L'entreprise SOVEN gère les approvisionnements de la biomasse sur le site. Une grande partie des données sont disponibles via la plateforme internet utilisée par SOVEN, mais l'exploitant n'a pas accès aux résultats des analyses.

Si des résultats d'analyse sont non-conformes, c'est l'approvisionneur qui refuse le combustible, l'exploitant n'en est pas informé.

Constat 03-06052025 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des analyses réalisées sur la biomasse, ni que la fréquence des analyses correspondent aux exigences de l'article 12. L'exploitant n'est en mesure ni d'informer l'inspection des installations classées ni de s'assurer du refus des livraisons en cas de résultats d'analyses dépassant les seuils (puisqu'il n'a pas accès aux résultats d'analyse) conformément à l'article 14.

L'exploitant a transmis des analyses réalisées sur les cendres volantes et sur les cendres humides.

Les paramètres des analyses des cendres volantes réalisés sont :

- pH, conductivité, fraction soluble, COT ;
- Métaux (As, Ba, Cd, Cr Tot, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn) ;
- Cr6+, cyanures, indices phénols, fluorures, Chlorures, sulfates ;
- HCt, BTEX, HAP, PCBt, POCT.

Constat 04-06052025 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'analyses de dioxines et furanes sur les cendres volantes ni d'une fréquence de contrôle des cendres semestrielle (ou trimestrielle en cas de dépassement des seuils de l'article 10).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 03-06052025 : l'exploitant doit justifier des analyses réalisées sur la biomasse dont les approvisionnements sont gérés par SOVEN. Il transmettra les dernières analyses réalisées et justifiera du respect des fréquences de l'article 12. L'exploitant doit également se mettre en capacité d'informer l'inspection des installations classées et de s'assurer du refus des livraisons en cas de résultats d'analyses dépassant les seuils conformément à l'article 14.

Constat 04-06052025 : l'exploitant justifiera la réalisation des contrôles semestriels des cendres en métaux et dioxines et furanes (ou trimestriels en cas de dépassement des seuils).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Lot de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11 - 12 et 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Combustible biomasse b(v)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11</p> <p>Chaque lot de combustible livré sur le site est remis avec une fiche d'identification précisant le type, la nature, l'origine, la quantité livrée (en tonnes et en MWh PCI) ainsi que l'identité du fournisseur.</p> <p>Aucun lot dont la fiche d'identification fait mention de critères ne respectant pas ceux définis par l'exploitant dans son programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles visé à l'article 8 du présent arrêté ne peut être accepté par l'exploitant.</p> <p>Article 12 [...]</p> <p>- un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 8 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres ;</p> <p>Article 13</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche d'identification de chaque lot ; - les dates et heures de livraison, l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 12 du présent arrêté ; - le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 12. <p>Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la réception de la biomasse, un contrôle visuel est réalisé avant déchargement.</p> <p>Un bon de pesée manuscrit renseigne la provenance, le fournisseur, le poids et le taux d'humidité. Ces bons sont enregistrés dans un registre et dans un portail informatique.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis la procédure concernant la réception de la biomasse sur site.</p> <p>Constat 05-06052025 : non-conformité : le registre présenté par l'exploitant (plateforme DDS de SOVEN) ne présente pas la fiche d'identification de chaque lot et ne permet pas le lien vers les</p>

résultats d'analyse.

Constat 06-06052025 : non-conformité : sur le bon de pesée et les documents associés, qui font office de fiche d'identification pour chaque lot de combustible, il manque la quantité exprimée en MWh PCI.

Le registre SOVEN permet de comptabiliser par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. SOVEN transmet un bilan annuel à l'exploitant en début d'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 05-06052025 : l'exploitant devra disposer dans son registre, sur site ou via la plateforme de son prestataire, des fiches d'identification prévues dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et des résultats d'analyses pour chaque lot.

Constat 06-06052025 : la quantité réceptionnée exprimée en MWh PCI devra être ajoutée aux bons de pesée et documents associés, faisant office de fiches d'identification pour chaque lot.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57 - 58

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Article 57

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cube normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Article 58

Autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe.

Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.

I. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :
- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

[...]

Combustibles	Puissance	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)
« Biomasse solide »	20 ≤ P	200	400	30
Gaz naturel, Biométhane	20 ≤ P	-	100	-

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;
- nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

	Puissance, P (MW)	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
« Biomasse solide »	20 ≤ P	200	300 (4)	20 (9)	200
Gaz naturel, Biométhane	20 ≤ P	-	100	-	100

(4)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	NO _x : 400
-----	--	-----------------------

(9)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 30
-----	--	-----------------

Constats :

L'exploitant est également tenu de respect les dispositions de l'article 4.2 de son arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 7 mars 2025 sur le respect des valeurs limites d'émission (VLE) et l'article 5 du même arrêté sur les fréquences de surveillance.

L'exploitant a transmis les résultats de la surveillance réalisée en 2024 pour les chaudières G7 (gaz naturel dont 2024 a été la dernière année d'exploitation) et G10 (gaz naturel).

La mise en service de la chaudière G15 (gaz naturel) date de fin février 2025, il n'y a pas encore eu de contrôle annuel sur ce générateur.

Contrôle de la chaudière biomasse

Les derniers contrôles transmis par l'exploitant datent de 2022 et 2023. Il indique que la chaudière biomasse était en panne lors du contrôle 2024.

Constat 07-06052025 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle annuel de la chaudière biomasse G8 pour 2024.

L'exploitant doit tout mettre en œuvre pour re-planifier au cours de l'année le contrôle lorsqu'il n'a pas pu être réalisé, notamment lorsque le premier passage date du premier semestre.

Date des contrôles réalisés par l'APAVE : 22 au 23 mars 2022 et du 03 au 04 avril 2023.

Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté du 3 août 2018 (et des arrêtés préfectoraux du 11/01/2018 et du 07/03/2025) pour les NOx, CO, SO₂ et poussières.

Contrôle des chaudières gaz naturel

Le contrôle a été réalisé par l'APAVE du 27 février au 13 mars 2024 sur la chaudière G7 et 27 au 28 novembre 2024 pour la chaudière G10.

Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté du 3 août 2018 (et des arrêtés préfectoraux du 11/01/2018 et du 07/03/2025) pour les NOx, CO, SO₂ et poussières pour les chaudières G7 et G10.

Concernant le suivi en continu, il est vérifié le fonctionnement des baies d'analyse lors de la visite de terrain. L'équipe d'astreinte édite tous les matins les courbes de la veille et reporte sur ces dernières les justifications des éventuelles anomalies. Ces données sont utilisées pour les bilans annuels.

L'exploitant indique que le prochain bilan (pour l'année 2024) sera communiqué le 1^{er} juin 2025.

L'inspection n'a pas porté sur le contrôle de la conformité des résultats des mesures en continu.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat07-06052025 : l'exploitant justifiera du contrôle de la chaudière biomasse G8 pour l'année 2025. Il transmettra la commande du contrôle et transmettra les résultats dès réception. Il veillera à re-planifier les contrôles dès que possible, et sauf impossibilité dans l'année en cours, en cas de problème ou panne sur la ou les installations contrôlées n'ayant pas permis de procéder au contrôle périodique annuel à la date initialement prévue.</p> <p><i>Remarque : l'exploitant veillera à ce que le contrôle réglementaire de 2025 présente bien la référence à l'APC du 07 mars 2025 et aux VLE de cet APC.</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62 et 56-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 62</p> <p>I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm³. Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm³.</p> <p>II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.</p> <p>Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm³.</p> <p>III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <p>- HCl : 10 mg/Nm³ ;</p> <p>;- HF : 5 mg/Nm³.</p> <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible</p>

ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm³ en HCl et 25 mg/Nm³ en HF.

Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :

- HCl : 30 mg/Nm³ ;
- HF : 25 mg/Nm³.

IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.

V. - En cas de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs :

- pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm³. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm³.
- pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm³.

VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :

Composés	Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimée en (As+Se+Te)

plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimée en Pb
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm ³

Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL. Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

Article 56-III

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Constats :

Contrôle de la chaudière biomasse

cf. **constat 07-06052025 : non-conformité** : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité des rejets (absence de contrôle annuel de la chaudière biomasse G8 pour 2024). Le dernier contrôle transmis a été réalisé par l'APAVE du 03 au 04 avril 2023.

Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté du 3 août 2018, (et des arrêtés préfectoraux du 11/01/2018 et du 07/03/2025) pour les paramètres : température, Vitesse/Débit, Humidité, CO₂, O₂, COVnm, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Sn, Te, Tl, V, Zn, Hg), PCDD/PCDF, HAP.

Constat 08-06052025 : non-conformité : l'exploitant a suivi le programme de surveillance de l'arrêté de janvier 2018 mais pas celui de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, de ce fait, les paramètres HF et HCl n'ont pas été contrôlés en 2022 et 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle de ces paramètres pour 2024.

L'exploitant indique que ces paramètres seront contrôlés en 2025.

Contrôle des chaudières gaz naturel

Le contrôle a été réalisé par l'APAVE du 27 février au 13 mars 2024 sur la chaudière G7 et 27 au 28 novembre 2024 pour la chaudière G10.

Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté du 3 août 2018 (et de l'arrêté préfectoral du 11/01/2018) pour les paramètres : température, Vitesse/Débit, Humidité, CO₂, O₂, COVnm, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Sn, Te, Tl, V, Zn, Hg), PCDD/PCDF, HAP.

A noter que l'APC du mars 07/03/2025 acte que le contrôle de ces paramètres n'est plus exigé pour les chaudières gaz naturel.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf. constat07-06052025 : l'exploitant justifiera de la commande du contrôle pour 2025. Il transmettra les résultats dès réception.</p> <p>Constat 08-06052025 : l'exploitant fera contrôler les paramètres HCl et HF en 2025 sur la chaudière biomasse G8.</p> <p><i>Remarque : l'exploitant veillera à ce que le contrôle réglementaire de 2025 présente bien la référence à l'APC du 7 mars 2025 et aux VLE de cet APC.</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :</p> <p>I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il existe une procédure pour les appareils de mesure en continu et une procédure d'alerte DREAL en cas d'accident/incident commune à l'ensemble des sites Engie. Concernant le dispositif filtre à manche, un dysfonctionnement du filtre entraîne l'arrêt du fonctionnement de la chaudière biomasse. Les poussières sont suivies en continu sur cette chaudière biomasse.</p> <p>Constat 09-06052025 : d'après l'exploitant, il n'existe pas de procédure d'exploitation, spécifique</p>

au site Chalon'énergie Aubépins, relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement du filtre à manche, puisque ce cas de figure est présent dans la procédure générale Engie.

Le dernier remplacement des filtres a été réalisé en avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 09-06052025 : l'exploitant vérifiera qu'il n'y a pas lieu de réaliser une procédure spécifique au site Chalon'Energie Aubépins. Il justifiera que la procédure générale Engie comporte bien les éléments sur la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement du filtre à manche, dont les indications explicitement mentionnées à l'article 63 (arrêt dans les 24h - en tenant compte des conséquences d'un arrêt-démarrage - et information dans les 48h).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt

Prescription contrôlée :

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Constats :

L'exploitant indique qu'il existe des consignes générales à l'ensemble des sites Engie. De plus, il existe pour le site Aubépins, une procédure spécifique arrêts et vidanges rédigée en 2008 pour la biomasse ainsi qu'une procédure sur le démarrage des chaudières.

Pour information, l'exploitant indique également qu'en 2025, il est prévu la mise en place d'une modification des automates chaudières pour isoler les OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions)) qui sera déclinée à l'ensemble des chaudières biomasse (non uniquement celle relevant de la directive LCP (grande installation de combustion)).

L'exploitant indique que la chaudière biomasse G8 fonctionnera à partir de 2025 en période estivale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et 74-IV - 76 - 80

Prescription contrôlée :

Article 74

[...]

III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.

IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.

Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Article 76

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

[...]

Article 80

Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima :

- toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW,
- toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW.

La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

Constats :

Les contrôles périodiques sont réalisés par un organisme agréé. Les modalités de réalisation des contrôles respectent l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence.

Les contrôles sont réalisés à fréquence annuelle pour les chaudières gaz.

cf. **constat07-06052025 : non-conformité** : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle annuel de la chaudière biomasse G8 pour 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

cf. **constat 07-06052025** : l'exploitant transmettra la commande du contrôle pour 2025. Il transmettra le contrôle dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Eaux résiduaires - VLE et fréquence de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2018, article 4.4.9 - 4.4.12 - 9.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :**Article 4.4.9**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Les prélèvements sont proportionnels au débit sur cette durée, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4.4.9.1 - Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° **R2** défini à l'article 4.4.5. :

Maximal journalier en m3/j	10
Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
MES	30

DCO	125
Phosphore total	10
Azote global (organique, ammoniacal, oxydé)	30
Hydrocarbures totaux	5
Composés organiques halogénés (AOX)	0,5
Cadmium et ses composés	0,05
Mercure et ses composés	0,02
Plomb et ses composés	0,1
Nickel et ses composés	0,5
Cuivre dissous	0,5
Zinc dissous	1
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,5 dont 0,1 pour le chrome hexavalent et ses composés
Sulfates	2 000
Sulfites	20
Sulfures	0,2

Fluor et composés dont fluorures	30
----------------------------------	----

Article 4.4.12

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales de voiries dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° **R3** défini à l'article 4.4.5. :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5

Article 9.2.5

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, un contrôle des rejets d'eaux résiduaires pour les points de rejet R2 et R3 définis dans l'article 4.4.5 et sur les paramètres listés dans les articles 4.4.9.1 et 4.4.12, au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs (moyens sur 24h si possible) aux fins d'analyses par des méthodes normalisées par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

L'exploitant adapte la périodicité de la mesure conformément aux dispositions définies par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports d'analyses pour le point R2 (rejet fosse à mâchefers) réalisés par l'APAVE en décembre 2021, décembre 2022, février 2023, décembre 2023 et décembre 2024.

Constat 11-06052025 : Pour l'ensemble des contrôles, les prélèvements ont été réalisés par temps sec, et l'absence d'eau sur le prélèvement sur 24h asservi au débit n'a pas permis les analyses des paramètres demandés dans l'arrêté de 2018 hors température et pH et ce sur les 4 dernières années.

Constat 12-06052025 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle annuel du rejet R3 (eaux pluviales).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 11-06052025 : l'exploitant fera réaliser en 2025 un prélèvement ponctuel en temps de pluie afin de permettre la réalisation d'analyse ou dans tous les cas, de vérifier qu'il n'y a pas un problème sur le réseau empêchant le prélèvement d'eaux. Il transmettra les résultats dès réception.</p> <p>Constat 12-06052025 : l'exploitant devra faire réaliser un prélèvement et une analyse du rejet R3. Il justifiera de la commande et transmettra les résultats dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2025, article 7.1 - 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.1 Mesures correctives La chaudière gaz est équipée de dispositifs de réduction acoustique notamment sur l'évacuation des fumées et au droit de la ventilation dans les bâtiments. Les justificatifs de la mise en place de ces dispositifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 7.2 Surveillance suite à la mise en service des nouvelles installations Une mesure de la situation acoustique de l'ensemble du site sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service de la nouvelle chaudière. En cas de non-conformité, l'exploitant est tenu d'analyser l'origine des dépassements et de mettre en œuvre des dispositions de réduction du niveau sonore afin de respecter les valeurs indiquées au chapitre 7.2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2018.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la chaudière gaz G15 mise en service en 2025 présente un caisson phonique au droit de la ventilation dans le bâtiment.</p> <p>Constat 13-06052025 : l'exploitant ne dispose pas sur site du justificatif de pose du dispositif de réduction acoustique sur l'évacuation des fumées.</p> <p>La mesure de la situation acoustique était programmée le 5 mars 2025. En raison d'un mouvement de grève au sein des sites Engie à cette date, le contrôle a été reporté.</p> <p>Constat 14-06052025 : Afin de réaliser le contrôle en fonctionnement normal des 3 chaudières, il a été décidé par l'exploitant le report du contrôle en septembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>Constat 13-06052025 : l'exploitant transmettra le justificatif de pose du dispositif de réduction acoustique sur l'évacuation des fumées.</p> <p>Constat 14-06052025 : l'exploitant transmettra le rapport de contrôle dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois